

Activités du VPR

Ndaot Rembogo et Ndemezo'Obiang hôtes de Maganga Moussavou

J-C.A
Libreville/Gabon

L'application des Actes du Dialogue politique d'Angondjé et les élections à venir ont constitué la trame de cette rencontre entre le vice-président de la République (VPR), le président du Conseil national de la Démocratie (CND) et celui du Conseil économique, social et environnemental (CESE). C'était hier au cabinet du VPR.



Photo : JCA

Une phase de l'entretien entre les trois personnalités.

RENE Ndemezo'Obiang et Séraphin Ndaot Rembogo, respectivement président du Conseil économique, social et environnemental (CESE) et président du Conseil national de la Démocratie (CND) ont été reçus, hier, par le vice-président de la République

(VPR), Pierre-Claver Maganga Moussavou. L'objet de la visite était de faire au VPR leurs civilités et surtout le féliciter suite à sa nomination en août dernier à la prestigieuse fonction de deuxième responsable de l'Exécutif par ordre protocolaire.

Au cours de l'entretien, les visiteurs ont profité de l'occasion pour expliciter à leur hôte la spécificité des institutions dont ils ont la charge, avec une mention spéciale pour le CES qui s'est mué, il y a peu, en CESE. Ce qui, en pratique se traduit par un élargisse-



Photo : JCA

Le VPR (centre) avec ses hôtes au terme de leur entretien.

ment de ses attributions. Ensuite, tous trois ayant été coprésidents des Commissions lors du Dialogue d'Angondjé, ils ont naturellement parlé de l'application des "décisions consensuelles" qui en ont découlé. Sans omettre les élections législatives qui

pointent à l'horizon. Sur ce point, il leur a paru nécessaire que l'opposition adopte une position commune si elle compte y faire bonne figure. Enfin, ils ont réagi à la cabale dont ils sont l'objet de la part d'une frange de l'opposition qui leur dénie le

droit de siéger au futur Centre gabonais des élections (CGE), au motif qu'ils sont déjà présents à la tête de plusieurs institutions et que des membres de leurs formations siègeraient au gouvernement. En réponse, Séraphin Ndaot Rembogo, René Ndemezo'Obiang et Pierre-Claver Maganga Moussavou ont balayé cet argument d'un revers de la main. En effet, pour eux, le CGE sera une institution importante et il serait nécessaire que les personnes qui y représenteront l'opposition soient à la hauteur des attentes qui seront placées en eux. Sur cette question d'ailleurs, les trois personnalités ont annoncé que l'opposition se concertera le moment venu pour désigner les personnes qui le représenteront au CGE.

Campagne d'information sur la nouvelle réforme administrative

Jean-Marie Ogandaga devant les sénateurs

SM
Libreville/Gabon

Le ministre de la Fonction publique a présenté aux parlementaires du Sénat les différents modules qui engagent la participation de toute l'administration gabonaise, à travers des commissions techniques ministérielles. Histoire de mieux édifier ses interlocuteurs sur le bien-fondé de la nouvelle réforme.



Photo : D.R

La présidente du Sénat, Lucie Milebou était présente.

LE ministre de la Fonction publique en charge de la Modernisation du Service public et de la Réforme de l'Etat, Jean-Marie Ogandaga, poursuit sa campagne d'information sur la nouvelle gestion des ressources humaines de l'Etat. Mercredi dernier, le membre du gouvernement était face aux sénateurs pour expliquer le bien fondé de l'ordonnance relative à la réforme de l'administration gabonaise. Laquelle cadre, selon lui, avec la vision du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, de faire du Gabon un pays émergent d'ici 2025. D'autant que son but, à en croire le ministre de la Fonction publique, est de mettre en adéquation les effectifs publics avec les missions, les objectifs, les priorités et les ressources de l'Etat.



Photo : D.R

Le ministre de la Fonction publique, Jean-Marie Ogandaga (c), dans son exercice de pédagogie mercredi...

Jean-Marie Ogandaga a ainsi présenté à ses interlocuteurs les différents modules qui engagent la participation de toute l'administration gabonaise, à travers des commissions techniques ministérielles. Parmi ces modules on compte ceux liés à la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences ; à la codification des structures ; à l'évaluation des perfor-



Photo : D.R

...devant les sénateurs.

mances des agents publics. Y compris le cadre juridique de la gestion des ressources humaines ; le système intégré d'information de gestion des res-

sources humaines ; et de la paie. Cependant, l'atteinte des objectifs visés par cette nouvelle réforme reste conditionnée par l'effica-

cité des différents services et départements ministériels. Lesquels, a expliqué le membre du gouvernement, devront, dans le cadre des commissions techniques ministérielles, mettre en

œuvre une démarche analytique à partir des différentes données relatives aux effectifs actuels, aux missions prévues par les textes organiques, aux perspectives d'évolution

dessinées par le président de la République et le gouvernement. Ceci, pour parvenir à la mise en place d'une stratégie de gestion des ressources humaines de 2018 à 2021.

www.ecig-gabon.com

ECIG

ecig.gabon@gmail.com

OFFRE SPECIALE
DU 15 Février 2018
AU 30 Avril 2018

-25%
de Remise pour
autres quantités

3 Pneus Achetés = 1 GRATUIT

PNEUS DU GROUPE
Continental

Nos points de vente

Z.I. OLOUMI (face FOPI entrée BERNABE) ouvert du lundi au samedi
Tél : +241 01 74 30 06 / 06 25 98 64 / 07 05 31 05 / 02 45 35 45

OKALA à côté de BALLON D'OR ouvert 7/7 jrs Tél : +241 04 84 08 00 / 06 00 82 00

Offre valable du 15 Février au 30 Avril 2018, uniquement sur paiement comptant. Dans la limite des stocks disponibles. Photos non contractuelles.